

TURQUIE EN LUTTE

BULLETIN D'INFORMATION

Pourquoi ce Bulletin ?

La Turquie, "havre de paix sociale dans un Moyen-Orient agité", pays de choix des européens en mal de soleil et d'exotisme a été ces derniers mois le théâtre d'événements qui l'ont projeté de façon inattendue au premier plan de l'actualité.

Coup d'état, interventions de l'armée, changements de gouvernement, assassinats politiques, enlèvements.... de grands titres font la une de la presse bourgeoise française. Et, comme d'habitude, le côté sensationnel des choses y domine très largement. Un ou deux correspondants de presse et une agence fournissent d'ailleurs la plupart des informations en provenance de Turquie. L'opinion publique française et celle des pays européens en général sont très mal informés de ce qui se passe réellement en Turquie.

Or s'il fallait, en peu de mots, caractériser la situation actuelle en Turquie nous dirions que le pays avance à grands pas vers l'installation d'un régime ouvertement fasciste. La bourgeoisie compradore, l'oligarchie financière, alliées aux éléments réactionnaires dominant dans l'armée, sont en train d'orchestrer, sous le couvert du "retour à l'ordre" et de "l'écrasement de l'extrémisme" la fascisation croissante du régime. La Turquie est en passe de devenir un autre Brésil, un autre Portugal.

Nous connaissons par ailleurs le poids que peut avoir, dans la lutte contre le fascisme, l'appui de la fraction avancée et progressiste de l'opinion publique française et européenne.

L'ambition de ce bulletin est donc double: Nous voulons d'abord faire part à l'opinion publique française des luttes sociales passées et présentes en Turquie, pays à la fois proche et lointain dont l'image se résume malheureusement pour bien des Français en un seul nom: Kemal Atatürk. Nous voulons ensuite étaler aux yeux de l'opinion publique française les menées de la clique fasciste, les manoeuvres qu'elle utilise pour s'installer au pouvoir de façon durable, et tenter de susciter un vaste mouvement de protestation contre cet état de fait.

Nous pensons que ceci est indispensable vu que le fascisme se trouve encore en Turquie dans une période de mise en place assez critique pour lui. Nous devons donc l'attaquer sur son point faible et essayer par tous les moyens de contrecarrer son entreprise et de l'empêcher de gagner à sa cause la plus grande partie de l'opinion internationale.

La répression en Turquie

La répression qui sévit en Turquie frappant aveuglément un peu partout et impitoyablement dépasse les limites de l'imaginatif. Il faut se rendre compte que malgré l'article 20 de la Constitution stimulant que chacun "a la liberté de pensée et d'opinion", il peut "exprimer et diffuser ses pensées et ses opinions oralement, par écrit ou par dessin ou par d'autres moyens, soit individuellement soit collectivement. Personne ne peut être forcé à exprimer sa pensée et ses opinions". Le total des années de prison demandées pour les auteurs d'une revue de gauche, Ant, s'élève à... 770. Oui, sept cent soixante dix ans! Et parmi les délits reprochés à d'autres publications de gauche figure celui d'avoir fait de la propagande communiste en publiant des écrits de... Babeuf.

Sans entrer dans les détails, voici un regard en arrière:

12 Mars - Ultimatum au gouvernement du Chef d'Etat-Major et des Chefs des trois Armes.

13 Mars - La droite invite les généraux à écraser "les communistes là où on les voit".

- 13 Mars - Le quotidien "DÜNYA" (pro-gouvernemental, porte-parole des milieux industriels) condamne les "4 généraux en colère parce qu'ils brûlent la couverture pour une puce à cause d'une poignée de batards gauchistes".
- 13 Mars - Le Parti Ouvrier de Turquie élève la seule voix "contre" suivie par celle de M.Ecevit, Secrétaire Général du Parti Républicain du Peuple, qui démissionna plus tard de son poste qualifiant l'acte de l'armée de "fascisme".
- 14 Mars - "On ne peut pas remédier à une situation exceptionnelles" déclare M.Ataklı, sénateur à vie.
- 17 Mars - Arrestation de Deniz Gezmiş et de ses camarades.
- 19 Mars - M.Erim, ancien député du Parti Républicain du Peuple, démissionna de son Parti et fut nommé premier ministre "indépendant".
- 25 Mars - Des heurts violents à İstanbul. La police fouille partout: Un étudiant tué, plusieurs blessés.
- 4 Avril - Enlèvement, à İstanbul, de deux hommes d'affaires "importants" par les membres de l'Armée de Libération Populaire de Turquie.
- 7 Avril - Assemblée Nationale accorde sa confiance au Gouvernement Erim, qui se fixe l'objectif no:1 d'"établir l'ordre à tout prix".
- 8 Avril - Ouverture du procès contre le "Parti d'Ordre Nouveau", partisan de l'abolition de la laïcité de l'état et l'institution de la loi coranique.
- 9 Avril - Bombes au siège des étudiants de droite à İstanbul,
- Un étudiant de gauche blessé par balle tirée d'une voiture, à Ankara.
- 11 Avril - Agence officielle AA annonce que l'ALPT est dirigée par des anciens officiers.
- 22 Avril - Le Gouvernement demande de la France un professeur d'université et des experts de la "loi anti-casseur".
- 26 Avril - Proclamation de l'état de siège dans 11 départements (le choix en explique l'essentiel).
- 27 Avril - "ça" commence: Dissolution par dizaine des organisations de toutes les tendances, notamment de gauche (Dev-Genç, Fédération des Jeunesses Révolutionnaires,

- 27 Avril - Arrestations massives, interdiction de toute manifestation de rue, de meeting...
- 28 Avril - Chasse à l'homme continue: "75 civils et militaires appréhendés", de tendance progressiste, à Istanbul.
- 29 Avril - Suspension pour dix jours de deux grands quotidiens (Cumhuriyet et Akşam) et l'arrestation de deux journalistes les plus lus: MM. Altan et Selçuk (Voir Abidin Dino, Le Monde du 20 Mai).
- 30 Avril - Chef d'Etat Major de l'Armée le Général Tağmaç se rend à Diyarbakır, l'un des départements de l'état de siège, situé au sud-est de la Turquie où vit un grand nombre de Kurdes.
- 30 Avril - M. Rogers à Ankara.
- 1 Mai - "La constitution actuelle est un luxe pour notre pays" déclare M. Erim (voir l'ultimatum de 12 Mars) et il ajoute que "Le mouvement séparatiste (kurde) est formé de l'extérieur" et que "l'ordre s'en rétablira".
- 2 Mai - Un mensuel de gauche, ANT, frappé, interdiction de paraître.
- 5 Mai - Cinq personnes arrêtées à Zonguldak, un des départements de l'état de siège, centre de la région d'industrie minière, de propagande communiste.
- 6 Mai - Hausse des tarifs des PTT de 100%.
- 17 Mai - Enlèvement du Consul d'Israël par l'ALPT à Istanbul
- 21 Mai - Mort d'un membre de Dev-Genç par des balles policières, à Izmir.
- 20-21 Mai - Le torrent Erim ravage l'Université: Plusieurs de ses anciens collègues arrêtés, notamment ceux qu'il venait de consulter sur les changements à apporter à la constitution: MM. Tunaya, Savcı, Esen, Alacakaptan, Özyörük, Aksoy, Talas, Soysal, tous professeurs de droit ou de sciences politiques. Des leaders syndicaux comme MM. Türkler, Sülker et Nebioğlu; le rédacteur en chef de la revue "Socialiste" M. Hikmet Kivilcimlı; des journalistes et surtout les plus célèbres romanciers du pays: MM. Kocagöz, Baykurt (en même temps, Président des Enseignants de Turquie, le TÖS) et Yaşar Kemal que nous connaissons par "Memed le mince" et "Le Pilier".
- 23 Mai - L'exécution de Elrom.

Comme nous le voyons c'est la gauche et ses organisations qui ont le plus à souffrir de la vague de répression.

Le Parti Ouvrier de Turquie, bien que n'étant pas interdit est l'objet de bien des pressions. Ses militants sont arrêtés par centaines. Une majorité des membres de son Comité Exécutif sont écroués. Sa revue mensuelle Emek et le Journal du Parti sont interdits. Son organisation en province a été pratiquement démantelée. L'Organisation des Jeunesses Socialistes, proche du Parti, est interdite. En bref, le fonctionnement du Parti a été rendu impossible.

Le Syndicat des Enseignants de Turquie (200.000 membres), de tendance progressiste a subi le même sort. Son président et son secrétaire général sont sous les verrous. Ses sections départementales sont toutes fermées. La Confédération Syndicale des Instituteurs a vu la plupart de ses dirigeants arrêtés et ses bureaux provinciaux fermés.

Tous les membres du Bureau Exécutif du DİSK (Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires; de tendance marxiste) ont été arrêtés. Dev-Genç, (la Fédération des Jeunesses révolutionnaires; très puissante dans les milieux universitaires) a été déclarée hors-la-loi. Tous ses organes de presse ont été interdits. Toutes les Associations d'étudiants ont été fermées.

L'IPSD (Association de Lutte contre le Chômage et le coût de la vie) qui regroupe un grand nombre de militants marxistes, a été interdite et son organe officieux, Sosyalist, l'a été également. Par ailleurs, comme nous l'avons signalé plus haut, toutes les revues de gauche ("Ant", "Clarté", "Ouvrier-Paysan" etc.) ont été interdits pour une durée indéterminée.

Ce ne sont là que quelques aspects de la répression, évoqués très sommairement. Il serait impossible d'ailleurs d'établir des listes précises, chaque jour apportant de nouveaux éléments. Nous nous proposons donc comme but de suivre cette évolution fasciste.

bref aperçu historique

La société turque actuelle est née sur les ruines de l'empire ottomane .Le déclin et l'effondrement de cet empire se confondent avec le développement du capitalisme en Occident.Lorsque la révolution industrielle s'est accomplie dans les principaux pays occidentaux, l'Empire Ottoman,qui n'avait pas connu cette révolution,leur est apparue comme un grand marché susceptible d'être exploité.Le principe était bien simple:vendre des produits industriels et acheter des matières premières.Des traités de commerce conclus entre ces pays déjà industrialisés et l'Empire n'avait pas d'autres buts que de favoriser ce commerce particulier.Mais cet échange a permis à l'apparition,au sein de la société ottomane,des rapports nouveaux de propriété:des rapports capitalistes qui commencent à déformer les anciens rapports de production.

L'empire ,dominé économiquement,n'a pas tardé à l'être politiquement et idéologiquement.Les efforts faits pour empêcher la dissolution complète ne donnèrent pas de résultats.Tous ces efforts consistaient en une série de mesures tendant à réformer la société ottomane à l'image de l'occident.Dans l'histoire récente de la Turquie on appelle "mouvement d'occidentalisation" l'ensemble de ces réformes. En réalité,toutes ces réformes ont été,en partie,dictées par les nouveaux rapports sociaux du capitalisme en voie de développement;mais en partie seulement,car ces rapports mêmes ont été constamment faussés par l'impérialisme (économique,politique,idéologique,militaire et culturel) occidental.

L'empire n'a pu vivre jusqu'au début du XX ème siècle que grâce à des rivalités existants entre les pays impérialistes occidentaux. Lorsque les pays vainqueurs de la première guerre mondiale voulurent en finir d'un commun accord,ce vieil empire avait déjà pratiquement cessé d'exister.Avec la guerre d'indépendance contre les pays impérialistes (1919-1922) dirigée par Mustafa Kemal,une nouvelle république naît sur les décombres de l'empire.Les classes sociales qui ont marqué cette période de lutte armée contre l'impérialisme,étaient principalement les propriétaires fonciers,la bourgeoisie commerciale,la petite bourgeoisie de l'Anatolie soutenues par les cadres militaires et intellectuels.

Le nouveau gouvernement sous la présidence de Mustafa Kemal a réalisé des réformes de superstructures. Il s'agissait de créer une nouvelle société sur la base des valeurs occidentales, mais anti-impérialiste tout en refusant (du moins officiellement) le système capitaliste et le système socialiste.

Mais l'histoire ne se fait pas selon les désirs et les volontés subjectifs, seraient-ils les meilleurs du monde. En réalité cette tentative de troisième voie Etatisme (ou Kémalisme) n'aboutit qu'à l'accumulation des capitaux privés (par l'intermédiaire de l'Etat).

A partir de la 2ème guerre mondiale la bourgeoisie (principalement commerciale) et les propriétaires fonciers s'en passèrent des cadres se réclamant du Kémalisme et prirent le pouvoir politique en 1950. Le pays devint ainsi une seconde fois une proie à l'impérialisme, principalement américain cette fois.

En 1960 la prise du pouvoir par l'armée, toujours, au nom du Kémalisme jeta les bases d'une forte opposition sociale mettant parfois radicalement en question les bases du système capitaliste. Mais étant donné les conditions economico-sociales (le niveau des forces productives, l'inexistence d'une classe ouvrière organisée et consciente) la bourgeoisie n'éprouva pas de difficultés à reprendre en main le sort du pays. Pourtant elle n'a pu abolir les libertés inscrits dans la nouvelle constitution de 1961 et empêcher le développement d'une opposition de gauche parallèlement au développement des forces productives.

Aujourd'hui, la Turquie se trouve à une étape relativement avancée de ce processus capitaliste qui dure déjà depuis longtemps. Le développement des forces productives capitalistes ont atteint un niveau tel que la production des produits industriels dépasse celle des produits agricoles. En 1970 la part des produits industriels dans la totalité des exportations est de 17,3%.

Selon les statistiques de 1971, bien que les entreprises qui emploient plus de 200 ouvriers, constituent les 11% des entreprises du secteur industriel, le nombre d'ouvriers qui y travaillent représente les 70% de l'ensemble des ouvriers du même secteur. Et ces mêmes entreprises produisent les 71,5% de la production industrielle. D'autre part, les taux de croissance des entreprises qui emploient entre 200-499, 500-999 et plus de 1000 ouvriers sont respectivement 97,3%, 91,4% et 107,3%.



Ces chiffres reflètent assez bien l'existence d'un développement assez significatif des forces productives capitalistes. Surtout à partir de 1965, l'économie turque a été sujette à des modifications importantes. Ces changements ont détruit en grande partie les anciens rapports de production. Les rapports capitalistes, établis d'abord dans les grandes villes, s'élargissent aujourd'hui jusqu'aux campagnes à un rythme assez rapide. Le développement déséquilibré de ce capitalisme sous la domination constante du capital étranger a contribué à augmenter le volume de l'armée de chômeurs et a créé aussi les conditions nécessaires d'une alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie en voie de prolétarianisation.

Cette évolution économique a eu évidemment d'importants effets sur les rapports de force politique existants. La bourgeoisie commerciale qui détenait naguère le pouvoir politique semble perdre sa suprématie au profit de la bourgeoisie industrielle et financière en plein essor. Les propriétaires fonciers ont déjà cessé d'être une force importante sur le plan politique.

A partir de 1970 l'influence de la bourgeoisie industrielle sur le pouvoir politique commence à devenir déterminante. Ceci se reflète largement sur la vie politique et économique du pays. Cependant cette bourgeoisie industrielle se trouve face à de grandes difficultés qu'elle doit surmonter. D'abord l'industrie turque doit faire face au grave problème des débouchés pour ses produits. Le marché intérieur n'est pas en mesure d'absorber l'accroissement de la production. D'autre part le passage de la production de biens de consommation à celle des biens de production, qui caractérise en grande partie l'étape actuelle de l'économie turque, pose de sérieuses difficultés. Pour pouvoir résoudre ces problèmes la bourgeoisie industrielle a besoin de contrôler toutes les ressources du pays. Elle ne peut, par ailleurs, compter sérieusement sur une aide du monde capitaliste auquel elle est liée. Elle doit à tout prix prendre une série de mesures conforme à ses intérêts de classe. Mais elle ne peut les prendre dans le cadre des structures sociales actuelles.

D'autre part la nature du pouvoir politique ne lui facilite pas la tâche. Lorsqu'elle veut éliminer les rapports de production caducs elle se heurte à une certaine opposition parlementaire. Un élément déterminant fut, bien sûr, l'apparition et le dé-

